

puisqu'elles empocheront ces 4.8 milliards d'intérêt. Cela n'a tout simplement pas de bon sens.

Je me demande avec inquiétude si le gouvernement conservateur n'est pas en train d'exploiter les propriétaires de maison en prenant le parti des sociétés pétrolières et des banques au détriment des simples Canadiens. On serait porté à croire que les conservateurs se soucient de la conservation, mais non. Le projet de loi C-24 nous porte certes à le penser. Il est peu judicieux. Il ne contribuera pas à réduire le déficit. Il aura au contraire pour effet de l'accroître à cause du montant d'argent que le gouvernement devra dépenser pour tirer du sol de nouvelles quantités de pétrole, et il en coûtera beaucoup plus cher de produire cette énergie que d'appliquer des mesures de conservation.

Une autre chose qui me consterne, c'est la destruction par le gouvernement des programmes sur les énergies de remplacement. Le Canada commençait à jouer un rôle de pionnier dans le développement de nouvelles technologies. Les porte-parole du gouvernement ont déclaré que le secteur privé devrait maintenant prendre la relève et que le gouvernement ne pouvait plus financer les programmes d'énergie de remplacement utilisant le vent, la biomasse, etc. Lorsque le ministre d'État chargé des Sciences et de la Technologie (M. Siddon) a comparu devant le comité permanent des prévisions en général, il a déclaré qu'après dix ans, ces nouvelles technologies n'avaient toujours pas donné de résultats, que dix ans, c'était assez long et que, par conséquent, le gouvernement avait décidé de supprimer toute nouvelle recherche dans le cadre des programmes sur les énergies de remplacement.

Le ministre, qui est ingénieur, devrait avoir un meilleur jugement. Tout d'abord, il est incorrect de dire que ces programmes n'ont pas donné de résultats. Un bon nombre de ceux-ci sont à la veille de devenir commercialement rentables. Le seuil de la rentabilité est même déjà atteint dans plusieurs cas. Si le ministre veut s'arrêter à une période de dix ans, il devrait utiliser le même critère pour l'énergie nucléaire. Il a fallu, monsieur le Président, 30 ans d'expériences avant de démarrer le premier réacteur. Nous sommes prêts à dépenser des milliards de dollars en recherches sur l'énergie nucléaire, mais nous ne sommes pas prêts à faire 10 ans de recherche sur des énergies de remplacement, des projets énergétiques de petite taille qui garantiraient l'autosuffisance des consommateurs et des petites localités. Ce que l'on veut, ce sont des mégaprojets qui coûtent des centaines de milliards de dollars, mais pas des projets de petite taille qui, pourtant, produisent davantage d'emplois, sont plus efficaces et beaucoup plus sûrs pour l'environnement. Ce sont ces projets que l'on supprime, alors que les projets très coûteux reçoivent l'appui du gouvernement. Je pourrais ajouter qu'il en était de même sous le gouvernement libéral.

● (1220)

Ce sont les libéraux qui ont versé des milliards de dollars dans le Programme énergétique national. Je reconnais, monsieur le Président, qu'ils ont appuyé des programmes sur les énergies de remplacement et les économies d'énergie mais, dans l'ensemble, ils étaient considérés comme des projets mineurs comparés aux mégaprojets.

Le parti néo-démocrate est consterné que le gouvernement ait choisi cette voie. C'est contraire, j'en suis persuadé, à

Remplacement du mazout—Loi

l'idéologie de beaucoup des députés d'en face qui sont, au sens propre, des conservateurs et qui estiment que la société doit commencer à économiser ses ressources et à les gérer convenablement. Le projet de loi C-24 va à l'encontre de cette mentalité.

On dit aujourd'hui qu'il y a des excédents de pétrole. La demande n'est pas aussi forte que l'offre. Il n'y a pas de pénurie pour l'instant. Les gens ne font pas la queue aux pompes. Cependant, si l'on a un peu de bon sens, on se rendra compte que ce n'est que temporaire. Le pétrole est une ressource finie qui, éventuellement, s'épuisera. Nous devons donc avoir des sources énergétiques de remplacement. Devrons-nous attendre jusqu'à ce que la crise arrive avant de commencer à agir? Un gouvernement un peu soucieux de l'avenir s'apercevrait que le jour viendra où le pétrole se rarifiera de nouveau. C'est dès maintenant que nous devons nous y préparer.

Par le biais du projet de loi C-24 et des réductions qu'il impose en matière de recherche et de développement d'autres sources énergétiques, le gouvernement nous empêche de nous préparer en vue du jour inévitable où le pétrole redeviendra une denrée rare qui se paiera très cher. Je prie les députés conservateurs qui croient vraiment au conservatisme avec un petit «c» de faire connaître leur point de vue et de voter contre ce projet de loi afin de montrer au ministre et à leur propre gouvernement qu'ils en sont insatisfaits.

M. Hopkins: Monsieur le Président, cela pique toujours mon intérêt lorsque certains députés néo-démocrates prennent la parole à la Chambre. Ils s'en prennent sans cesse à l'énergie nucléaire qui est pourtant l'une des meilleures réalisations à ce jour de la technologie canadienne de pointe. Le député parle d'énergie. S'il voulait bien s'entretenir avec les autorités scientifiques du domaine nucléaire, il apprendrait que nous avons besoin non seulement de l'énergie nucléaire employée à des fins pacifiques, mais aussi d'autres sources énergétiques de même que de programmes d'économie de l'énergie.

Cela est incontestable. Mais le député ne se rend-il pas compte que les réacteurs nucléaires de Pickering produisent beaucoup plus d'énergie que n'en ont jamais produit les chutes du Niagara? Ne voit-il pas que le développement industriel du centre du Canada dépend de cette importante source d'énergie? Le député ne conviendra-t-il pas que les Américains de la côte est qui ont subi il y a quelques années une grave panne d'électricité, auraient probablement été très heureux de pouvoir bénéficier d'un système aussi sûr?

Ce qui m'ennuie toujours à propos de cette question, monsieur le Président, c'est que l'énergie nucléaire employée à des fins pacifiques est très souvent associée aux armes nucléaires destructives. Il ne devrait y avoir aucun lien entre les deux, car le Canada a opté pour la paix. Le député ne se rend-il pas compte que les années qui ont été consacrées à la recherche en matière d'énergie nucléaire au Canada n'ont pas servi seulement à faire des expériences avec des réacteurs nucléaires? L'appareil de traitement au cobalt qui a été mis au point à Chalk River, en Ontario, constitue à l'heure actuelle l'une des principales cures pour le cancer. Des entreprises de toutes sortes signent des contrats avec l'Énergie atomique du Canada Limitée pour que cette société entreprenne les recherches que les sociétés commerciales n'ont pas les moyens de mener. Je tiens à dire à qui veut l'entendre, monsieur le Président, que mon honorable ami se fait une idée beaucoup trop étroite de